

Pour un accès facile et avantageux aux géoinformations.

Géoinformations pour tous.

Les informations géographiques sont des données dont la référence spatiale est enregistrée sous forme de coordonnées, de noms de lieu, d'adresses postales ou de tout autre critère. Parce qu'en politique comme en économie près de 80 pourcent de toutes les décisions prises s'appuient sur une référence spatiale, la Confédération souhaite, en coordonnant l'information géographique, interconnecter les géodonnées les plus diverses et ainsi faciliter leur accès et leur emploi. Une utilisation plus intensive, par un plus large public, doit permettre une amélioration substantielle de la valeur ajoutée générée sur la base des informations géographiques existantes. A tous les niveaux, il en résulte une plus-value considérable pour tous les acteurs: l'économie publique, l'administration fédérale, cantonale et communale, les organismes de l'économie privée et des milieux scientifiques ainsi que les citoyennes et citoyens.

Une infrastructure pour objectif commun.

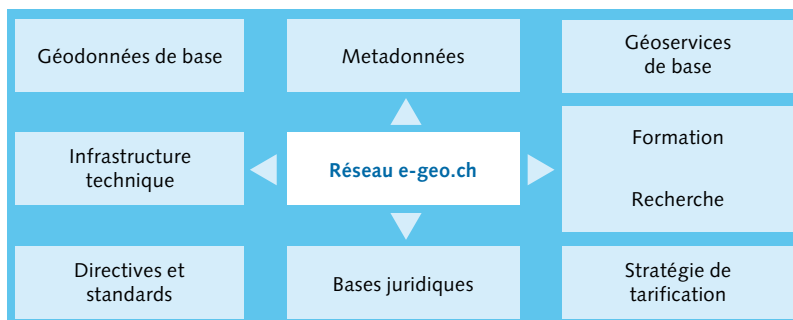
Pour garantir un accès facile et peu coûteux à une offre optimale en géoinformation, une infrastructure nationale de données géographiques (INDG) est mise sur pied. La volonté des partenaires de s'engager dans le partage général des géodonnées, au-delà des frontières organisationnelles et administratives, est très importante pour le succès de l'INDG.

Tous les partenaires réunis dans un organe.

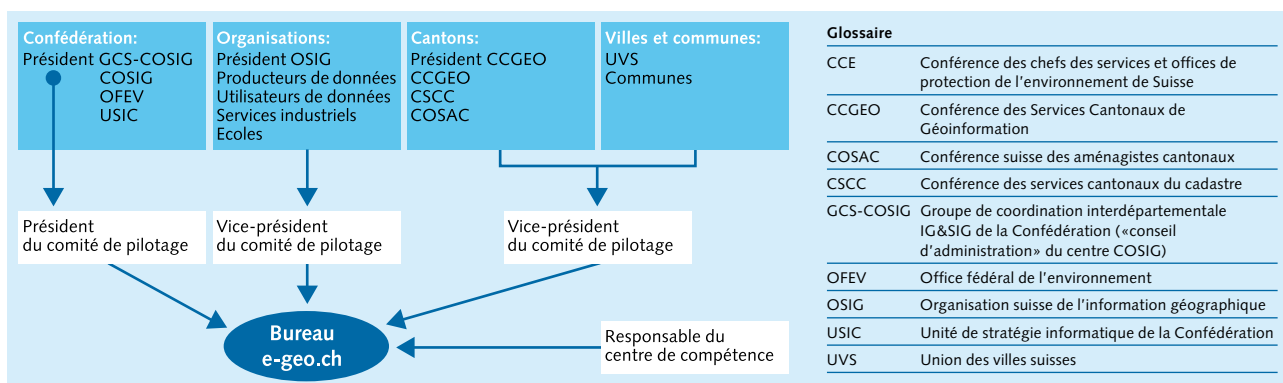
La responsabilité du programme «e-geo.ch» est assumée par un organe de pilotage regroupant 15 représentants de la Confédération (COSIG), des cantons (CCGEO), des villes et des communes de Suisse ainsi que de l'Organisation suisse pour l'information géographique (OSIG). L'organe de pilotage définit l'orientation générale ainsi que les stratégies du programme. Le président du GCS-COSIG préside également cet organe. La coopération entre le GCS-COSIG et e-geo.ch est ainsi assurée. En outre, l'organe de pilotage a deux vice-présidents, qui sont désignés, d'une part, par les cantons et les communes sous la coordination de la CCGEO et, d'autre part, par les particuliers sous la coordination de l'OSIG.

Le président du programme e-geo.ch, ses deux vice-présidents et le responsable du centre de compétence forment le bureau e-geo.ch, dont la tâche principale consiste à préparer les réunions de l'organe de pilotage e-geo.ch.

La liste de tous les membres peut être consultée sur le site Web d'e-geo.ch.



Infrastructure nationale des données géographiques INDG



Composition et structure de l'organe de pilotage

Glossaire

CCE	Conférence des chefs des services et offices de protection de l'environnement de Suisse
CCGEO	Conférence des Services Cantonaux de Géoinformation
COSAC	Conférence suisse des aménagistes cantonaux
CSCC	Conférence des services cantonaux du cadastre
GCS-COSIG	Groupe de coordination interdépartementale IG&SIG de la Confédération («conseil d'administration» du centre COSIG)
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OSIG	Organisation suisse de l'information géographique
USIC	Unité de stratégie informatique de la Confédération
UVS	Union des villes suisses

Membres du comité de pilotage



Jean-Philippe Amstein, Président e-geo.ch, représentant du GCS, jean-philippe.amstein@swisstopo.ch

swisstopo produit et diffuse des géodonnées de base d'intérêt national. Ces géodonnées doivent être accessibles pour tous aux meilleures conditions possibles, car elles représentent un bien économique de première importance. La démarche entreprise par e-geo.ch doit permettre de réaliser cet objectif, non seulement pour ce qui concerne swisstopo, mais pour tous les partenaires étroitement liés au domaine des géodonnées.



Robert Baumann, Délégué de l'OSIG, robert.baumann@ibbrugg.ch

En ma qualité de responsable du groupe de coordination de l'information géographique de l'OSIG et de délégué de la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE), mais également de directeur d'IBB Strom AG, Brugg, il me tient à cœur que le programme d'impulsion e-geo.ch puisse être mis en œuvre avec la Confédération, les cantons, les communes et les gestionnaires de réseaux. Nous souhaitons tous la mise en réseau de l'information géographique, afin de pouvoir exploiter ce vaste potentiel pour l'économie publique. Pour que cet objectif puisse être atteint, des normes telles que par exemple INTERLIS doivent être adoptées afin de permettre l'échange des données à des conditions avantageuses. C'est là le seul moyen de garantir une utilisation économique des géodonnées.



Alain Buogo, Représentant du GCS, alain.buogo@swisstopo.ch

Dans notre pays, où l'imbrication des niveaux de décision et des responsabilités est particulièrement complexe, e-geo.ch intègre les dimensions sociales et collaboratives qui sont nécessaires à la mise en œuvre d'une infrastructure nationale de données géographiques. Tout comme le territoire, la donnée géographique et les services qui s'y rattachent ne s'arrêtent pas aux limites administratives des communes, des cantons ou même de notre Confédération. Les besoins spécifiques à chaque niveau décisionnel, doivent tous être pris en compte lors de la saisie des géodonnées et de leur diffusion, quel que soit l'organisme en charge de sa réalisation. Cette contrainte implique que chaque niveau décisionnel reconnaisse les besoins des autres niveaux décisionnels. C'est précisément en vue de la réalisation de ce challenge que nous nous impliquons activement dans le programme e-geo.ch.



Christian Gees, Union des villes suisses, christian.gees@geo.stzh.ch

Le groupe d'intérêt e-geo de l'Union des villes suisses (UUVS) représente les intérêts des villes au sein du comité de pilotage. Il participe activement à la mise en œuvre du programme pour la création de l'infrastructure nationale de données géographiques (INDG).

Les objectifs de la création de cette infrastructure sont largement reconnus. Le groupe d'intérêt s'investit afin de permettre l'utilisation effective des données au niveau communal et de garantir le financement des mesures nécessaires à cet effet, à hauteur des avantages escomptés, dans le cadre d'un partenariat.



Francis Grin, Délégué de l'OSIG, francis.grin@eivd.ch

En tant que membre du groupe de travail formation et formation continue de l'OSIG, je représente les professions et les filières d'études dans le domaine de la géoinformation des membres de l'OSIG. Il m'est important de promouvoir et de soutenir la formation et la formation continue d'un niveau élevé et pour tous les degrés de formation. Le renforcement des activités de recherche et de développement dans le domaine de l'information géographique et de la géomatique en général est un autre objectif à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre de l'INDG.



Erich Gubler, président de l'OSIG, erich_gubler@bluewin.ch

L'Organisation suisse pour l'information géographique (OSIG) rassemble un large éventail de personnes et d'institutions, qui sous une forme ou l'autre sont concernées par l'information géographique. L'objectif déclaré de l'OSIG est de rendre la géoinformation accessible à tous les usagers potentiels, ceci d'une manière simple et bon marché. Actuellement de nombreux obstacles organisationnels, administratifs et techniques restreignent l'accès à cette source d'informations précieuses. L'infrastructure nationale de données géographiques doit permettre, au moyen d'un simple accès à Internet de pouvoir trouver et voir les informations souhaitées afin de pouvoir en tirer profit au besoin.



Thomas Hösli, Représentant et président de la CCGEO, thomas.hoesli@lu.ch

Dès la manifestation de lancement qui a eu lieu au Gurten, il est apparu que les cantons constituaient un important maillon de l'infrastructure nationale de données géographiques (INDG). Les cantons sont intéressés par l'INDG dans la mesure où diverses tâches SIG doivent être réalisées d'une part entre les cantons (coordination horizontale) et d'autre part, entre les communes et la Confédération (coordination verticale). L'étroite coopération avec la Confédération et les communes ainsi que la réalisation concrète de projets incitent la CCGEO à s'investir activement avec la CSCC et la COSAC, dans le programme e-geo.ch.



Peter Jordan, Délégué de l'OSIG, peter.jordan@tiscali.ch

La SIA représente près de 14 500 particuliers et sociétés, qui interviennent pour l'essentiel dans les domaines du bâtiment, de la planification et de l'environnement, et qui de ce fait sont amenés à utiliser des géodonnées au quotidien dans le cadre de leur activité. La SIA s'investit dans le programme e-geo.ch afin d'assurer un accès simple et avantageux à des données complètes et actuelles. Elle représente les intérêts des producteurs de données non institutionnels et des utilisateurs finals lors de la création d'une infrastructure nationale de données géographiques.



Jürg Kaufmann, Délégué de l'OSIG, juerg.kaufmann@geosuisse.ch

geosuisse est l'organisation des producteurs de données de la mensuration officielle et des gestionnaires régionaux, qui revêtent un grand intérêt pour l'INDG. Son objectif est la mise à disposition du plus grand nombre possible de données à référence spatiale. L'association entend contribuer à ce que des données fiables et actuelles soient intégrées dans l'INDG et à ce que ses membres aient à leur disposition des données de qualité pour l'exécution de leurs tâches. geosuisse est convaincu que l'INDG revêt une importance particulière pour la Suisse.



August Keller, Représentant de la CCGEO, august.keller@ag.ch

Les cantons, représentés par la CCGEO au sein du comité de pilotage, sont des partenaires importants de l'infrastructure nationale de données géographiques (INDG) en tant qu'interface entre la Confédération et les communes. D'une part, la collaboration dans le cadre de la mise en place de l'infrastructure de données géographiques (INDG) les intéresse, car ils produisent des géodonnées depuis plus de 15 ans. D'autre part, différents problèmes SIG doivent être résolus au niveau intercantonal ou également entre les communes et la Confédération.

L'étroite collaboration avec la Confédération et les communes ainsi que la réalisation concrète de projets incitent la CCGEO à participer activement au programme e-geo.ch, conjointement à la CSCC et à la COSAC.



Tom Klingl, Représentant du GCS, tom.klingl@bafu.admin.ch

En tant que membre du GCS et représentant du detec, les points suivants me tiennent tout particulièrement à cœur: La promotion de l'information géographique en tant que moyen d'analyse et de représentation d'éléments à référence spatiale, afin d'établir un juste équilibre entre les besoins écologiques, sociaux et économiques, et en tant qu'outil décisionnel efficace pour les questions liées aux ressources. L'échange et la diffusion d'une solide expérience professionnelle dans l'utilisation des géoinformations, en particulier dans l'environnement méthodologique et analytique.



Bernhard Künzler, Représentant de la Conférence suisse des aménagistes cantonaux (COSAC), bernhard.kuenzler@jgk.be.ch

Pour mener à bien les tâches qui leur incombent, les responsables de l'aménagement du territoire sont tributaires de données de base issues d'une multitude de domaines spécialisés, qui doivent être actuelles et disponibles à un coût avantageux. Les services chargés de l'aménagement produisent eux-mêmes des données dans le domaine des plans d'affectation, des plans sectoriels et des plans directeurs, qui offrent des bases précieuses pour de nombreux utilisateurs. A l'instar des aménagistes qui assurent une fonction transversale dans le cadre de leur activité quotidienne, la Conférence suisse des aménagistes cantonaux (COSAC) souhaite participer activement au programme e-geo.ch.



Othmar Hiestand, Délégué de la CSCC, othmar.hiestand@bd.zh.ch

Les données de la mensuration officielle doivent, selon les dispositions de la Loi sur la Géoinformation, être utilisées comme fondement des géodonnées de base et doivent, selon les dispositions du Code Civil, servir d'annexe à la tenue du registre foncier.

L'objectif prioritaire de la mensuration officielle doit être la mise à disposition rapide de données homogènes et actualisées de la MO sur l'ensemble du territoire suisse. Des géoportails doivent permettre un accès simple et bon marché aux données de la MO. En tant que délégué de la conférence des services cantonaux du cadastre, je soutiens la réalisation de ces objectifs et la construction de l'INDG.



René Sonney, secrétaire, rene.sonney@swisstopo.ch

En tant que responsable du centre de compétence du programme e-geo.ch, il me tient à cœur de me mettre au service de ce programme et des gens qui le soutiennent et le font progresser. Je souhaite également pouvoir transmettre ma motivation, non seulement aux membres du comité de pilotage, mais aussi à tous ceux qui adhèrent aux principes formulés dans la charte e-geo.ch car je suis persuadé que l'addition des forces de chacun permettra de mettre en place une véritable infrastructure nationale de données géographiques.